



Paris, le 20 septembre 2007

Le MEDAD, la grande désillusion

Présenté comme une chance historique pour la France, regroupant en effet tous les leviers pour intervenir dans les principaux champs du développement durable, force est de constater qu'à ce jour le MEDAD brille par son absence.

Bien que censé porter le Grenelle de l'Environnement, le MEDAD est totalement absent de sujets majeurs tel celui des transports. Et quand il envoie des agents, ceux-ci s'expriment, nous dit-on, en leur nom propre, certains prônant, à l'encontre de l'objet même du ministère, le transfert massif des responsabilités de l'État vers les collectivités ou vers des agences.

Bien que le gouvernement ait lancé la RGPP – révision générale des politiques publiques – dont les décisions sont attendues pour mai 2008, le ministère de l'Intérieur affiche non seulement son intention de supprimer dès la fin 2007 tous les services déconcentrés de l'État dans le Lot en les regroupant dans une direction générale de la préfecture, mais aussi celle d'étendre cette démarche radicale dans 30 autres départements dès 2008.

Ce projet va à l'encontre de l'intérêt général qui voudrait qu'il existe un service technique de l'État apportant, en matière d'aménagement durable des territoires, des compétences larges et néanmoins pointues à toute la sphère publique, qu'il s'agisse du préfet représentant politique de l'État ou des collectivités.

Concerné au premier chef, puisqu'il s'agit de sa représentation au niveau local, le MEDAD reste dramatiquement silencieux.

Incapable de concevoir une stratégie conforme aux ambitions affichées, le cabinet du MEDAD a demandé à un consultant privé d'élaborer son projet !

Dans ce contexte délétère, les organisations syndicales ne disposent d'aucun interlocuteur crédible, les administrations centrales, sans directive ni pilotage s'avouent à l'abandon, les services déconcentrés se regardent pour savoir lequel mangera l'autre, les agents se demandent quel sera leur sort.

Et pendant ce temps la presse annonce une réduction record des effectifs du MEDAD de 1500 agents en 2008, hypothéquant gravement d'emblée la mise en œuvre de cette politique publique prioritaire ! Inutile par ailleurs de compter sur l'implication d'un ministre visiblement absent et désintéressé par le sujet. Même le CTPM budgétaire semble avoir été oublié !

Bien loin des grandes heures du développement et de l'aménagement durables, c'est une véritable pétaudière qui s'installe.

Face à une telle dérive, la commission exécutive du SNITPECT/FO appelle les ingénieurs des TPE à se mobiliser et apporte son soutien aux actions engagées à tous les niveaux par l'organisation Force Ouvrière.